



Déclaration liminaire CGT Educ'Action F3SCT du Var du 17 novembre

Comment débiter cette déclaration liminaire sans mentionner l'attaque au couteau qui a coûté la vie à notre collègue Dominique Bernard et blessé 3 autres personnels, trois ans après l'assassinat de notre collègue Samuel Paty et trois jours avant l'anniversaire de sa mort.

Cette attaque meurtrière lâche et aveugle a meurtri toute la communauté éducative. L'état de sidération dans lequel toute la profession a été plongée est l'expression d'une incompréhension mais aussi d'une angoisse quand un des nôtres est assassiné sur son lieu de travail en exerçant son métier. Nous ne pouvons pas tolérer qu'on puisse mourir du seul fait d'effectuer son travail.

Pour la CGT Éduc'action, l'École doit rester un lieu protégé de toute violence et de tout obscurantisme afin de garantir son rôle d'émancipation pour toutes et tous. Pourtant si l'École a ce rôle d'émancipation à jouer, elle ne peut à elle seule soigner tous les maux de la société.

Pour l'heure les réponses qui ont été apportées à cet événement sont avant tout sécuritaires.

Mais pour la CGT, ces mesures nécessaires pour protéger les personnels, ne seront réellement efficaces que si elles sont accompagnées de mesures de prévention.

Par ailleurs, ne faudrait-il pas plutôt donner à l'École des moyens humains à la hauteur des besoins ce qui permettrait certainement de redonner de la sérénité autant pour les personnels qui y exercent que pour les élèves.

Or c'est tout le contraire qui est fait par notre ministère avec l'annonce de la suppression de plus de 2000 postes d'enseignants pour la rentrée prochaine. Le « *faites mieux avec moins* » ne peut pas fonctionner indéfiniment en particulier dans le contexte actuel où les personnels doivent faire face à des situations de travail dégradées notamment en raison des réformes en cours comme la mise en oeuvre du Pacte et les

pressions qui ont lieu sur les collègues concernant les Remplacements de Courte Durée.

L'inquiétude est forte aussi dans les lycées professionnels avec les nouvelles annonces faites par Mme Granjean sur l'année de terminale et plus généralement la mise en place de la nouvelle réforme de la Voie Professionnelle et son lot de fermetures de filières, de plans de reconversions forcées et de pertes de postesD'ailleurs la CGT Educ'Action appelle avec l'intersyndicale, l'ensemble des personnels à une journée de grève et de manifestation le 12 décembre prochain contre cette réforme de la Voie Professionnelle.

Mais ce ne sont pas que les enseignants qui sont mis à rude épreuve depuis la rentrée, ce sont toutes les catégories de personnels . C'est le cas notamment des personnels administratifs.

En effet, dans les services, on déplore souvent une explosion des heures supplémentaires et de nouveaux logiciels qui ne sont pas toujours opérationnels. Pourtant l'application de l'accord cadre national de 2001 devrait empêcher la déréglementation de leur temps de travail .

Cette pression incessante sur les personnels administratifs et plus généralement le manque de moyens conduisent à une dégradation considérable de leurs conditions de travail et à des répercussions négatives sur la gestion des autres personnels comme par exemple les erreurs indiciaires sur les payes des AED du Var durant l'été, ou les retards parfois de plus d'un an sur le versement des ISSR ou le remboursement des frais de déplacement pour les remplaçants.

Concernant plus spécifiquement l'Ordre du jour de cette Formation Spécialisée, la CGT réitère sa demande qu'une information soit effectuée auprès de l'ensemble des collègues concernant l'existence et l'utilisation des fiches SST, mais aussi des registres officiels RSST et RDGI.